

LE PROJET SOCIALISTE A LA LOUPE

COÛT DU PROJET PS : LE COMPTEUR TOURNE

Total minimum des dépenses supplémentaires :

€ 255 000 000 000



<u>Dépenses nouvelles</u>		
MESURE	MODE DE CALCUL	COÛT SUR 5 ANS
<p><u>Emplois d'avenir</u> citation PS : « Pour l'emploi des jeunes, nous créerons 300 000 « emplois d'avenir » dans les domaines de l'innovation environnementale et sociale. »</p>	<p>4 milliards par an <u>(selon le chiffrage du PS)</u></p> <p>Coût total d'un SMIC, pris en charge à 75% par l'État x 300 000</p>	<p><u>20 milliards €</u></p>
<p><u>Allocation d'étude</u> citation PS : « Pour aider les jeunes adultes à réussir leurs études, à se loger, à se soigner et à accéder à l'emploi, nous créerons une allocation d'étude sous condition de ressources dans le cadre d'un parcours d'autonomie. Un droit à la formation initiale différée sera accordé à ceux qui ont quitté le système scolaire de manière précoce. »</p>	<p>12 milliards par an <u>(selon le chiffrage de la Fondation Terra Nova, proche du PS).</u></p> <p>Nous retenons ce chiffrage bien que d'autres sources évoquent des montants plus importants. Le CERU, Centre d'Études et de Recherches de l'UNI, évoque ainsi 23,2 Mds/an, soit 116 Mds en 5 ans</p>	<p><u>60 milliards €</u></p>
<p><u>Retour à la retraite à 60 ans</u> citation PS : « Pour les retraites, nous rétablirons l'âge légal à 60 ans (qui permettra à ceux qui ont commencé à travailler tôt ou exercé des métiers pénibles de pouvoir partir au même âge) et l'âge de départ sans décote à 65 ans. Nous engagerons la réforme des retraites promise aux Français, fondée sur des</p>	<p>environ 17,6 Mds par an</p> <p>La réforme des retraites, avec le report de l'âge légal à 62 ans, permet au régime de retraites de revenir à l'équilibre en 2018. Sans la réforme, le Conseil d'Orientation des retraites prévoyait en 2010 un déficit annuel autour des 35 Mds d'euros. Voici un tableau présentant les déficits du régime de retraites, avec ou sans la réforme, année par année.</p>	<p><u>87 milliards €</u></p>

<i>garanties collectives, permettant des choix individuels et assurant l'avenir des régimes par un financement du premier au dernier euro. »</i>		2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	
	déficit avec réforme	35	29	23	18	12	6	0	
	déficit sans réforme	35	35	35	35	35	35	35	
	Ecart	0	6	12	17	23	29	35	
	Cumul au bout de 5 ans	0	6	18	35	58	87	122	
	La facture d'une abrogation de la réforme reviendrait ainsi à 87 Mds d'euros sur la durée du quinquennat.								
<u>Service public de la petite enfance et scolarisation à 2 ans</u> <i>citation PS : « Pour l'épanouissement des tout-petits, l'accueil en crèche et la scolarisation à deux ans seront développés. »</i> <i>François Hollande promet la création de 500 000 places de crèches supplémentaires.</i>	<p><u>Construction de 500 000 places de crèches : 11 milliards d'euros</u> (23 000 € par place pour l'investissement * 500 000 = 11,5 milliards d'euros, arrondis à la baisse à 11 milliards)</p> <p><u>Fonctionnement des 500 000 places de crèche sur 2 ans : 11 milliards d'euros</u> (11 000 € de frais de fonctionnement par an et par place. Soit 5,5 milliards par an.) En considérant que la durée de construction des nouvelles places de crèches est de 3 ans, on table sur seulement 2 ans de fonctionnement imputables pendant le quinquennat.</p> <p><u>Développement de la scolarisation à 2 ans : 4 milliards en 5 ans</u> (Actuellement, environ 15% des enfants de 2 ans sont scolarisés. Si l'on remonte à 35%, soit le taux de scolarisation des enfants de 2 ans en 2000, cela représente environ 160 000 élèves de maternelle en plus. Sur la base d'un coût de scolarité d'environ 5 000 euros par an (chiffre Éducation nationale), le surcoût annuel est d'environ 800 millions d'euros par an.)</p>								
<u>Augmentation de l'Allocation Adulte Handicapée au niveau du SMIC</u>	<u>0,6 milliard par an</u>								
									<u>26 milliards €</u>
									<u>3 milliards €</u>

<p><u>Recrutement de fonctionnaires</u></p> <p>- création de 10 000 postes de gendarmes et policiers - création de 60 000 postes d'enseignants - arrêt du non remplacement d'un départ à la retraite sur deux dans la fonction publique,</p>	<p><u>Création de 60 000 postes d'enseignants sur 5 ans : 7,5 milliards d'euros</u> (12 000 nouveaux emplois par an, soit un coût de 0,5 milliard la 1^{ère} année (pour 12 000), puis 1 milliard la 2^{ème} année, puis 1,5 milliard la 3^{ème}, 2 milliards la 4^{ème} et 2,5 milliards la 5^{ème} soit : 7,5 milliards au bout de 5 ans)</p> <p><u>Création de 10 000 postes de gendarmes et de policiers supplémentaires sur 5 : 1 milliard en 5 ans</u> (2 000 nouveaux par an ; soit un coût de 80 millions d'euros la 1^{ère} année, 160 millions la 2^{ème}, 240 millions la 3^{ème}, 320 millions la 4^{ème}, 400 millions la 5^{ème}, soit un total de 1,120 milliard d'euros. (arrondi à la baisse : 1 milliard)</p> <p><u>Création de 35 000 postes supplémentaires, liée à l'arrêt du non remplacement d'un départ à la retraite sur deux : 3,5 milliards en 5 ans</u> (L'arrêt du non-remplacement d'un départ à la retraite sur 2 dans la fonction publique devrait correspondre au recrutement d'au moins 100 000 fonctionnaires supplémentaires pendant le quinquennat par rapport au rythme actuel. Si l'on soustrait les postes de gendarmes et d'enseignants calculés plus haut, cela revient à environ 30 000 postes sur la durée du quinquennat, soit 6 000 par an. Pour la 1^{ère} année : 0,250 milliard. Pour la 2^{ème} année : 0,5 milliard. Pour la 3^{ème} année : 0,750 milliard. Pour la 4^{ème} année : 1 milliard. Pour la 5^{ème} année : 1,250 milliard. Soit pour la durée du quinquennat : 3,750 milliards d'euros. (arrondi à la baisse : 3,5 milliards)</p>	<p><u>12 milliards €</u></p>
<p><u>Le contrat de génération</u></p> <p>citation François Hollande : « <i>Ce compagnonnage entre jeunes et seniors rassurera l'employeur sur le profil opérationnel du jeune, l'incitant donc à l'embaucher en CDI. Nous pouvons créer 200 000 contrats de génération par an</i> », explique-t-il sur son site de campagne.</p>	<p>8 milliards d'euros par an (selon le chiffrage de François Hollande, ce contrat coûterait de 6 à 10 milliards d'euros par an. Nous avons pris pour base la moyenne.)</p>	<p><u>40 milliards €</u></p>

<p><u>Construction de 30 000 logements sociaux supplémentaires par an par rapport au rythme actuel de 120 000 par an.</u></p> <p>citation PS : « <i>Construire massivement des logements sociaux à un prix abordable en répondant à la diversité des besoins, pour atteindre les 150 000 logements sociaux supplémentaires par an</i> »</p>	<p><u>1,4 milliard/an</u> (aujourd'hui on en finance 120 000 logements sociaux par an pour un coût de 5,5 milliards : 0,5 milliard d'aide à la pierre et 5 milliards de dispositifs fiscaux)</p>	<p><u>7 milliards €</u></p>
<p><u>Total minimum des dépenses supplémentaires :</u></p>		<p><u>255 milliards €</u></p>
<p><u>A noter :</u></p> <p>Le cadrage macro-économique utilisé par le PS pour bâtir l'équilibre financier de son programme retient une croissance de 2,5%. Cette prévision est tout simplement périmée, aucun économiste ni aucune institution n'est aussi optimiste. Le Gouvernement a construit son budget sur la base d'une baisse des prévisions de croissance de 2 à 1,75% pour 2012 et de 2,5 à 2% pour 2013 et 2014. Une baisse de la prévision du taux de croissance à 1,5% en 2012 est même envisagée.</p> <p>Par ailleurs, nous n'avons pas intégré certaines dépenses pourtant considérables :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ le coût d'une réduction de 75% à 50% de notre part du nucléaire dans le mix énergétique d'ici 2025, qui pourrait coûter environ 20 milliards d'euros par an ➤ le renchérissement du coût du crédit lié à la création d'euro-obligations, qui pourrait s'élever de 6 à 8 milliards d'euros par an. ➤ le renchérissement du coût du crédit lié à la baisse de la notation de notre dette, si la France revenait sur les grandes réformes structurelles, comme le report de l'âge légal de départ en retraite. <p>Enfin, le PS a multiplié les promesses sans financement, ni précision. En voici quelques-unes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • plans d'investissements massifs dans les entreprises de taille intermédiaire, dans les filières innovantes, dans les économies d'énergie, dans l'agriculture, dans les nouvelles technologies ; • un droit à la compensation de la perte d'autonomie tout au long de la vie ; • des nationalisations partielles ou temporaires selon les secteurs et les situations. 		

Recettes nouvelles

Réforme de la fiscalité

50 milliards d'euros d'impôt en plus

(chiffre annoncé par le PS)

- **suppression de niches fiscales (mais le PS ne dit jamais lesquelles)**
(hormis la suppression de la défiscalisation des heures supplémentaires pour 4Mds d'euros, le PS reste très flou : quid des déductions fiscales pour les emplois à domicile qui permettent de créer de l'emploi peu qualifiée et de lutter contre le travail « au noir » ? quid des déductions fiscales pour les dons aux associations ? quid des déductions fiscales finançant la culture (investissement dans les Sociétés pour le financement de l'industrie cinématographique et audiovisuelle (SOFICA), le dispositif Malraux) ?....
- **fusion CSG-IR**
(avec la disparition annoncée du quotient familial et le basculement vers une fiscalisation individuelle plutôt que par foyer)
- **suppression de la réforme de l'ISF (1,8 milliard d'euros par an) : 9 milliards d'euros sur 5 ans**
- **alignement de la fiscalité du capital et du travail** (aucune annonce précise)
- **suppression de l'exonération partielle sur les plus-values de cessions des participations (4 milliards d'euros par an), ce qui représente 20 milliards d'euros sur 5 ans**
Pour rappel, un rapport du Conseil des prélèvements obligatoires, présidé par Didier Migaud, (Entreprises et « niches » fiscales et sociales d'octobre 2010) a passé au crible tous les dispositifs fiscaux en faveur des entreprises. On y lit que le dispositif dit « niche Copé », instauré en 2006, « apparaît analogue à ceux existant à l'étranger » et que sa « remise en cause profonde ne semble pas souhaitable »

<p><u>Autre taxes supplémentaires :</u></p>	<p><u>Encore 76 milliards d'euros de taxe en plus sur les ménages et les entreprises</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - <u>Hausse de la TVA sur la restauration (3,2 milliards d'euros par an) : 16 milliards d'euros sur 5 ans</u> - <u>Mise en place de la taxe carbone (4 milliards par an) : 20 milliards d'euros sur 5 ans</u> avec une hausse de la taxe la taxe sur la consommation de produits énergétiques (TCPE, ex-TIPP) - <u>Suppression d'allègements de charges (pour financer le contrat de génération de François Hollande) : (8 milliards d'euros par an) soit 40 milliards sur 5 ans</u> François Hollande explique en effet que son contrat de génération sera financé par des redéploiements sur les allègements de charges pour les entreprises. - <u>Taxer les profits pétroliers (aucune annonce précise)</u> La base taxable apparait marginale (distribution et raffinage). Tout prélèvement massif conduirait à la fermeture de ces activités. Conséquence : des dizaines de milliers de suppressions d'emplois et une plus grande dépendance énergétique ; Une telle mesure serait susceptible de renchérir le coût du pétrole, qui connaît une forte augmentation depuis 2009 : c'est amoindrir le pouvoir d'achat des Français, et singulièrement des plus modestes. - <u>Mise sous condition de ressources des allocations familiales (aucun plafond de ressources n'est annoncé par le PS, ce qui rend le chiffrage impossible)</u>
<p><u>Total des hausses d'impôt :</u></p>	<p><u>126 milliards €</u></p>

Malgré une augmentation massive des impôts de 126 milliards d'euros sur 5 ans, le PS n'arriverait même pas à financer ses 255 milliards de dépenses nouvelles entre 2012 et 2017. François Hollande serait donc incapable de tenir ses promesses de retour à l'équilibre en 2017.

Au contraire, comme François Hollande ne s'engage sur aucune économie, il ne réduit pas les déficits et crée au moins 129 milliards d'euros de dette supplémentaire sur le quinquennat (255 milliards de dépenses nouvelles - 126 milliards de taxes supplémentaires= 129 milliards de déficits). Soit environ 26 milliards de déficits par an.

À titre d'exemple, le déficit pour 2013 est à ce jour estimé à environ 63 Mds d'€ (3% du PIB). Avec le PS, il passerait à près de 89 Mds d'euros (63Mds+26Mds). Soit une augmentation du déficit annuel de 40%. On est bien loin du retour à l'équilibre.

Avec cette tendance, le programme du PS alourdirait notre dette d'au moins 450Mds€ en 5 ans.

Cette hypothèse se fonde sur une croissance à 2%. Qu'advierait-il en cas de rechute de l'activité économique mondiale comme en 2008 ?